

JOURNAL DU LOT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

CAHORS ET DÉP^t :— 3 mois, 5 fr. ; 6 mois, 9 fr. ; Un an, 16 fr.
 HORS DU DÉP^t :— » 6 » 11 » 20
 Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 cent. à chaque demande de changement d'adresse.

CAHORS : A. LAYTOU, Directeur, rue Valentré.
 PARIS : HAVAS et C^o, 8, place de la Bourse.

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent
 RÉCLAMES — 50

On est inscrit pour un abonnement de même durée, quand on ne renvoie pas le numéro qui suit l'abonnement précédent.
 Imprimerie A. Layton.

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout département est facultative dans le Journal du Lot.

Chemin de fer d'Orléans. — Service d'Été

Arrivées à		Départs de		Arrivées à											
CAHORS		CAHORS		LIBOS		VILLENEUVE-SUR-LOT		AGEN		PÉRIGUEUX		BORDEAUX		PARIS	
15 h 16 ^m matin.	5 h. » ^m matin.	6 h. 49 ^m matin.	10 h. 12 ^m matin.	8 h. 23 ^m matin.	10 h. 40 ^m matin.	4 h. 22 ^m soir.	5 h. 51 ^m soir.	10 h. 33 ^m — 11 h. 22 ^m soir.	4 h. 27 ^m soir.	1 h. 8 ^m matin.	0 h. 0 ^m soir.	1 h. 10 ^m soir.	1 h. 8 ^m matin.	4 h. 39 ^m »	2 h. 48 ^m soir.
11 1 » »	5 » 40 » »	2 » 51 » soir.	3 » 56 » soir.	9 » 28 » »	10 » 55 » »	10 h. 33 ^m — 11 h. 22 ^m soir.	* * * * *								

Train de marchandises régulier : Départ de Cahors — 5 h. 15^m matin.
 Arrivé à Cahors — 7 h. 56^m soir.

Train de foire. — Arrivée à Cahors. — 9 h. 33^m matin.

Cahors, 17 Avril.

Nous n'aurions qu'à prendre acte de la réponse courtoise que nous fait le *Republicain du Lot*, et à accepter comme lui le jugement de l'opinion publique, s'il ne commettait pas quelques erreurs que nous devons relever.

Il prétend que nous sommes en désaccord formel avec tous les journaux de France, qui représentent l'opinion de la majorité, sur toutes les questions capitales et, en particulier, sur la loi Ferry.

Quelles sont les questions capitales dont veut parler le *Republicain*, en dehors de cette dernière loi? Assurément c'est l'amnistie totale ou partielle, la mise en accusation des ministres et la suppression de l'inamovibilité de la magistrature. Nous ne parlons pas de la rentrée à Paris, car l'entente sera facile pour trancher ce différend.

Sur les trois questions capitales, ainsi spécifiées, nous sommes en communauté de vues avec la majorité parlementaire et la majorité des journaux, qui ont repoussé l'amnistie totale ainsi que le procès des ministres, et qui ont fait un accueil défavorable à la proposition de M. Boyssset relative à une investiture nouvelle de la magistrature. Nous ne craignons pas d'affirmer qu'il y aura à peine cent voix dans la Chambre et quarante voix au Sénat pour détruire la garantie tutélaire de l'inamovibilité.

Reste la loi Ferry, ou plutôt l'article 7 de la loi Ferry.

Il est parfaitement exact que nous ne partageons pas à cet égard les préventions du *Siccle*, du *National*, de la *Republique française* et de quelques autres journaux; mais il n'est pas moins certain que les idées de tolérance et de liberté, qui sont les nôtres, sont défendues énergiquement par la *France* et le *Soir*.

Deux feuilles très-influentes, le *Journal des Débats* et le *Temps*, ont une polémique assez énigmatique. Elles approuvent un jour, et elles font des réserves un autre jour. D'après cela, il est aisé de comprendre que l'entreprise plus que hasardée de M. Jules Ferry les embarrasse singulièrement. Et comment pourrait-il en être autrement, ces deux feuilles ayant accablé de leurs éloges l'ancien ministre de l'instruction publique, M. Bardoux, qui se montrait plein de respect pour les droits des pères de famille et qui demandait absolument l'opposé des conceptions draconiennes de M. Jules Ferry?

Ajoutons qu'une partie importante de l'extrême gauche votera contre l'article 7 qui frappe d'ostracisme les congrégations religieuses. Le langage de la *Révolution française* ne permet point le doute à ce sujet.

On voit que, loin d'être en désaccord avec tous les journaux sur ce fameux article 7, nous marchons avec un grand nombre d'entr'eux. Et quel est donc le *republicain*, sincère et clairvoyant, qui ne marcherait pas

avec nous, quand nous défendons le grand principe de la liberté pour tous?

Quant à l'appréciation du *Republicain du Lot* sur les dernières élections sénatoriales, qui se seraient faites contre les empilements du clergé, nous croyons qu'il est impossible de méconnaître plus complètement la signification de ce grand scrutin du 5 Janvier, qui a renvoyé dos à dos le radicalisme et l'impérialisme, et qui dans l'ensemble a été la plus large manifestation de sagesse et de modération que notre pays ait jamais vue.

Les trois quarts des électeurs qui ont nommé MM. Roques et Delord dans notre département, sont pères, frères, parents ou alliés de membres du clergé, et certainement beaucoup d'entr'eux font élever leurs enfants dans les écoles congréganistes. Si l'on eût dit à Cahors, le 5 janvier, un seul mot de cette malencontreuse invention, il est à croire que M. le maréchal Canrobert serait au Sénat.

Nous réproouvons et nous combattons toujours les prétentions des membres du clergé qui méconnaissent l'indépendance du pouvoir civil, affirmée par nos pères en 1789 et si longtemps défendue par nos anciens Parlements. Mais nous n'admettrons jamais, sous prétexte de tendances différentes, la proscription contre des citoyens français auxquels il peut convenir de se faire Jésuites ou Picussiens, et qui usent du droit le plus sacré quand ils ouvrent une école, s'ils remplissent les conditions d'aptitude nécessaires qui sont imposées aux catholiques comme aux protestants et aux libre-penseurs.

Ces questions religieuses, si irritantes et si inutiles, n'ont porté bonheur à aucun gouvernement, depuis le premier Empereur jusqu'à Charles X, depuis Louis-Philippe jusqu'au dernier Empereur.

Pourquoi la République, qui chaque jour, dans ces dernières années, a vu ses rangs se grossir, donnerait-elle des armes à ses ennemis? N'est-il pas évident que l'article 7 des projets Ferry a comblé de satisfaction les bonapartistes, qui applaudissent secrètement, de même qu'ils votent à Bordeaux pour Blanqui?

Quel a donc été le chiffre de la majorité dans les élections du 14 octobre 1877, après le 16 mai? Environ 500 mille voix. Croit-on que l'agitation actuelle, appuyée sur l'indignation légitime de la moitié des pères de famille, d'un bout de la France à l'autre, n'est pas de nature à déplacer un nombre bien plus considérable de suffrages? De quel côté alors se trouverait la majorité?.....

Tâchons, par conséquent, d'avoir la clairvoyance du lendemain, et blâmons ouvertement les purs théoriciens et les hommes de parti pris qui ne se souviennent pas que, depuis 1789, les élections successives ont été tellement contradictoires que nous avons eu une douzaine de révolutions et de constitutions.

Au lieu de s'attarder aux puérilités d'un journal de Tulle, qui ne nous occupe guère, pourquoi le *Republicain du Lot* ne reproduit-il pas les remarquables articles de la *France*, important organe républicain, qui entre décidément en campagne contre les lois Ferry?

Il s'exprimait ainsi ces derniers jours :

Les républicains élargiront les voies de la liberté de la presse, de la liberté de réunion, de la liberté d'association, et ils repousseront l'article 7 du projet de loi de M. Jules Ferry, de ce projet malencontreux, qui sera combattu, à la tribune de la Chambre des députés, par M. Bardoux, et qui ne sera certainement pas voté par le Sénat.

Dans un autre numéro de la *France*, M. Emile de Girardin prend à partie M. Jules Ferry et ses partisans :

L'injuste remplacement de M. Bardoux par M. Ferry a été une très grosse faute. Le ministre qui l'a commis l'expiera, et ce sera justice.

Le projet de loi de M. Ferry, au mépris de la volonté des parents, ferme à certaines congrégations les portes de l'enseignement aussi arbitrairement que l'arrêté de M. de Fourton interdisait, au mépris de la loi, l'accès des kiosques et le colportage dans la rue aux journaux républicains?

Ayant condamné celui-ci, ai-je absous celui-là? Non; dans ma balance, le même esprit d'intolérance et d'iniquité les a dictés l'un et l'autre, tous deux ayant le tort de porter la même atteinte à l'égalité devant la liberté, cette garantie tutélaire, à tour de rôle, de tous les partis alternativement vainqueurs et vaincus.

Non, non, il ne faut pas que royalistes et impérialistes soient fondés à prétendre que les républicains n'étaient pas sincères, qu'ils n'étaient pas de bonne foi lorsqu'ils revendiquaient, contre la Royauté et contre l'Empire, la liberté, toutes les libertés, et les libertés de tous.

Non, non, il ne faut pas que royalistes et impérialistes soient fondés à écrire soir et matin dans leurs journaux que les républicains se défilent d'elle.

La conduite des républicains ne saurait être douteuse; elle leur est tracée par la logique.

La République, pas plus que l'Empire et la Royauté, ne doit s'ériger en culte obligatoire et imposer son catéchisme, comme le fit tyranniquement Napoléon I^{er} déifié.

S'il est un gouvernement auquel il suffise de la raison et de la liberté pour subsister, c'est assurément la République, car elle est le seul, qui ait la logique pour lui.

Elle le prouvera en ne se laissant effrayer par aucun des fantômes évoqués par la peur.

S'il y a dans les rangs de la République des peureux qui s'épouvantent ou feignent de s'épouvanter des jésuites, comme il y a dans les rangs de la monarchie des peureux qui s'épouvantent ou feignent de s'épouvanter des socialistes, ceux-là pas plus que ceux-ci, ne doivent compter que je partagerai leur frayeur.

Le *Moniteur universel* a reçu dernièrement une lettre des plus curieuses que nous reproduisons. Elle doit être vraie. La secte préten-tueuse qui voudrait dominer la République, est bien capable d'avoir conçu les projets que le *Moniteur universel* mentionne; mais nous sommes dans un pays où le rire, le bon rire franc et gaulois, suffit pour avoir raison de certaines idées :

Des bruits étranges courent depuis quelques jours sur ce qui se passe au ministère de l'instruction publique. Ce sont des bruits, mais d'autant plus menaçants, d'autant plus vraisemblables, qu'on a pris des mesures, dit-on, pour les prévenir. Le plus grand secret aurait été recommandé aux mem-

bres des diverses commissions qui élaborent les projets de M. Ferry. Or, cela même est un signe pré-curseur; les plans qui ont besoin de mystère sont ordinairement assez graves.

En dépit de ce mot d'ordre, on croit déjà savoir que l'Université n'est pas moins exposée que le clergé aux atteintes d'un ministre entreprenant. Déjà, l'oo avait vu par la rédaction bizarre et sour-noise des projets soumis à la Chambre, que l'on était beaucoup moins occupé de grandir l'Univer-sité que d'abaisser les institutions congréganistes. Les professeurs agrégés, qui sont légitimement fiers de leur titre, avaient témoigné leur surprise en voyant qu'on prenait leur titre pour un simple grade. Déjà aussi on avait remarqué que les projets Ferry éliminaient du conseil supérieur les fonction-naires de l'Université que les projets-Bardoux au contraire y appelaient. Mais on ne se doutait pas que l'enseignement français devait être remplacé chez nous par l'enseignement prussien.

Si l'on ne nous a pas trompé, nous allons jouir d'une espèce de *Kulturkampf* imposé à notre jeu-nesse. On organiserait notre enseignement sur le patron de l'enseignement allemand. Les classes les plus élevées des lycées seraient distraites du système de l'enseignement secondaire, et rattachées à l'en-seignement supérieur. Comme d'une autre part, l'enseignement spécial a fait pénétrer dans les lycées beaucoup de pratiques de l'enseignement primaire, on arriverait ainsi à tuer l'enseignement secondaire, dont il ne resterait qu'un tronçon informe. En un mot, on abatrait l'Université de France. Ce monu-ment national, qui a besoin certainement de réformes, mais qui possède la solidité d'une tradition féconde, s'en irait pierre par pierre.

À la place de l'Université on mettrait des acadé-mies allemandes, où l'on ferait régner l'*esprit scienti-fique*. Nous prenons les termes qu'on nous donne : celui-là est mis en avant. Il est respectable, mais il cache bien des choses, et, en attendant, il sert les intérêts ou les systèmes de quelques hommes que nous nommerons quand l'heure sera venue de le faire.

Ces hommes croient qu'il n'y a ni âme, ni patrie, ni humanité. Il y a la science; or, la science fait aujourd'hui de l'alcool; demain elle fera des hom-mes de toutes pièces. Nous ne plaisantons pas; nos *scientifiques* parlent très-sérieusement de remplacer le Créateur; ils entrent déjà dans l'ombre du laboratoire un *fœtus* triomphant, l'*homunculus* du docteur Faust. D'autres, à côté d'eux, rêvent la destruction de toute la littérature classique fran-çaise, au bénéfice de l'érudition germanique. Quelle que soit la formule de chacun d'eux, elle aboutit à faire table rase de notre esprit national. C'est au fond la pensée qui en ce moment inspire, dit-on, les projets en travail.

Si tout cela est vrai, il reste à savoir comment on changera le caractère de notre pays, qui ne se prête pas à ces méthodes violentes. Mais à cette objection, on répond victorieusement: On changera d'abord beaucoup de fonctionnaires.

Qui sait? Peut-être est-ce le seul but qu'on se propose, et le seul résultat qu'on atteindra, car les « scientifiques » dont nous parlons veulent le pou-voir, et c'est le plus clair de cette affaire.

De grands efforts sont faits en faveur de la candidature Blanqui à Bordeaux. Ce serait bien mal connaître nos bons amis les bonapartistes que de ne pas s'attendre de leur part, à une nouvelle édition de la politique si bien suivie à la Chambre des députés par MM. de Valon et le baron Dufour, le jour où ces deux représentants du Lot votèrent contre l'interdiction faite aux anciens condamnés criminels d'ouvrir des cabarets et des auberges. Voici ce que nous lisons dans le *Temps*:

Il est notoire que, dans l'élection de la Gironde, les bonapartistes, qui n'avaient pas de candidat à eux, ont, suivant une pratique qui leur est habi-tuelle, porté leurs suffrages sur le candidat dont le

